



uniterre

LE MENSUEL AGRICOLE INDEPENDANT

La Grande peur dans les Campagnes!

«C'est le signe que le mal de Sasseneire est en train de descendre dans le vaud et se prépare à envahir la commune», voilà ce qu'a écrit Ramuz dans La Grande Peur Dans la Montagne. Partie de là-haut, la Grande Peur a aujourd'hui atteint l'ensemble des campagnes suisses et européennes. Balancés dans la course au profit, dans l'économie de marché néolibérale, les paysans d'ici et d'ailleurs se retrouvent, comme des crabes dans un panier, à n'attendre que la bonne occasion pour «bouffer» le voisin ; pour ne pas être «bouffé» soi-même. Selon la pensée dominante, être concurrentiel et avoir de l'avenir est à ce prix. Chacun critique, chacun observe les moindres faits et gestes de l'autre, question de ne pas louper LE signe qui pourrait signifier qu'il est sur le déclin ou qu'il a mal géré son histoire. La peur de l'autre s'installe, et cette peur-là tue les campagnes comme La Montagne tue les villageois de Ramuz.

Voyant que cette attitude ne faisait que de contribuer à creuser leur propre tombe, des paysans se sont mis en révolte.

De l'Italie à l'Ecosse et de l'Espagne à la Tchéquie, ils décident de dire stop à l'hécatombe, stop à des courants politiques qui pensent que moins de 3% de paysans c'est encore trop. Et visiblement ce soulèvement dérange. Il agace même! Car il est mené par des paysans et non par des organisations «officielles» et bien pensantes. Il agace également les tenants de la pensée que tout peut être marchandise. Il agace également la classe politique de gauche comme de droite qui n'a rien vu venir et qui, du jour au lendemain, se retrouve face à ses responsabilités, face à ses électeurs, face à des milliers de consommateurs acquis à la cause de LEURS paysans.



Elsa, une des industries laitières qui manient les menaces avec habileté.

En Suisse, la révolte a débuté depuis plus d'un mois. Parmi les producteurs les plus actifs, certains sont mis sous pression pour qu'ils se taisent, pour qu'ils retombent dans la peur. Les gestes d'intimidation sont légion et vont très certainement augmenter au fur et à mesure que la révolte haussera le ton!

Partout, les consommateurs comme les paysans en discutent. Autour de la table avec la famille, lors des assemblées, des ventes de lait, au bistrot. Partout les paysans donnent leur avis, se prononcent. La plupart trouve le mouvement utile, important, mais une grande majorité n'ose pas y participer, pour la simple est bonne raison qu'ils ont peur.

Peur des représailles de l'industrie,

peur pour l'avenir du contrat passé en direct avec l'acheteur, peur du regard du collègue, celui qui, croit-on, pense différemment. Peur de se faire mal voir, peur d'être jugé, peur de faire faux... Certains, pris par cette peur mélangée à de la honte, préfèrent mettre la clé sous la porte de leur exploitation en silence plutôt que de se battre pour un avenir.

Or, cet avenir, il ne pourra être meilleur que s'il se construit dans la sérénité et la confiance, celle-là même qui habite l'alpiniste qui gravit La Montagne de Ramuz. Brisons nos peurs, brisons ce tabou et révoltons-nous!

Uniterre



Révolte
Suisse et UE
Pages 2 et 3



OMC
28 novembre
Page 4



Cissokho
Un revenu paysan!
Page 6



Jeunes paysans
Monde et Europe
Page 7

REVOLTE PAYSANNE

Soutiens de la Confédération à l'industrie et projet de l'IP-Lait: double échec pour les producteurs. La révolte paysanne continue!

La Confédération débloque 28 millions aux paysans, titraient les médias mercredi. Or les familles paysannes, en pleine révolte, n'en toucheront quasi rien! Plus grave encore, l'Union Suisse des paysans, par la voix de son directeur M. Jacques Bourgeois, s'en félicite partout là où un micro lui est tendu! L'industrie, elle, ne bronche pas, mais sourit et applaudit la mascarade! Elle va pouvoir liquider ses stocks de poudre et de beurre sur les marchés asiatiques, africains, américains, acheter et transformer du lait, des céréales de qualité suisse avec un soutien financier de la Confédération et faire de gros bénéfices à la revente de ces produits «made in Switzerland»!

En avance sur Noël, 7 millions de contribuables dont 27'000 producteurs de lait ont donc offert un magnifique cadeau à la filière agro-alimentaire suisse. En avait-elle besoin? A lire l'éditorial du numéro d'octobre d'Alimenta, le journal de l'industrie agro-alimentaire, «il n'y a pas de quoi pleurnicher», «(...) la branche ne s'enlise pas dans cette période de crise (...)»! Le journal titre même «Des affaires pour des milliards!». Visiblement, tout va bien, merci il n'y a rien à voir!

Pour les producteurs, le projet de l'IP-Lait – organisation de lobby de l'industrie - n'apporte aucune garantie d'amélioration, alors que la situation est catastrophique.

une économie laitière durable, équitable pour l'ensemble des partenaires.

L'indice des quantités de lait, tel que proposé, n'est pas admissible non plus. La base 100 de l'indice du prix du lait correspond à un marché en surproduction et aux problèmes qui y sont liés (stocks de poudre et de beurre, prix du lait en chute libre, etc.). Pour un équilibre du marché, l'indice devrait donc baisser. Or, il est prévu dans le projet, la possibilité pour des organisations de producteurs de se soustraire à toute proposition de baisse. Certains pourraient donc augmenter leurs quantités pendant que d'autres les baissent. L'industrie sort encore une fois gagnante du système. De plus les paramètres et la pondération

sont l'Union Suisse des paysans et la Fédération des producteurs suisses de lait, de défendre réellement les intérêts des familles paysannes de ce pays. Les filières agricoles évoluent rapidement, le nombre d'exploitations baisse tous

puisse être mise en place et suivie par l'ensemble des producteurs, l'État doit lui conférer la force obligatoire.

Tant l'Union suisse des paysans que la Fédération des producteurs suisses de lait connaissent parfaitement l'idée



Devant chez Cremo le 25 septembre 2009, 250 tracteurs étaient présents.

Le prix de référence, calculé tous les trimestres par l'OFAG, ne peut être la référence pour des négociations de prix aux producteurs. En effet, cet indice de prix ne tient compte que du prix des produits dans les filières de transformation et de distribution ainsi que des coûts de production dans les pays limitrophes. L'indice de prix ne tient pas compte de la réalité des coûts de production des producteurs suisses. Et jusqu'à preuve du contraire, ces coûts sont d'environ 1 Fr/litre en Suisse et 43 ct d'euro en Europe. Pour Uniterre, les négociations sur le prix du lait doivent partir de cette réalité car ce chiffre est transparent, officiel et public. Il doit être le point de départ si l'on souhaite

de cet indice ne sont pas connus.

La bourse du lait ne peut pas fonctionner étant donné qu'il y a 4 acheteurs et 27'000 vendeurs potentiels. Par conséquent, elle ne doit pas être utilisée pour fixer un prix du lait qui finirait sur le marché suisse. Sa mise en service engorgerait le marché et permettrait à l'industrie d'obtenir du lait de qualité suisse meilleur marché que le lait sous contrat.

Vu ce double constat d'échec tant au niveau de l'IP-Lait qu'au niveau de l'utilisation des fonds destinés à l'agriculture, de plus en plus de producteurs se posent de sérieuses questions quant aux réelles capacités et volontés des organisations dites «officielles» que



Devant chez Elsa le 21 septembre 2009, une centaine de tracteurs rassemblés.

les jours, les organisations paysannes doivent donc s'adapter et se réformer si nécessaire.

Pour Uniterre, l'objectif de tout projet d'organisation de la filière laitière doit être la couverture des coûts de production pour l'ensemble de ses acteurs, producteurs compris. Toutes les entreprises doivent pouvoir participer et profiter du développement économique du pays. La filière doit permettre à tous les partenaires de vivre correctement, d'investir et créer des emplois. En Suisse, les échelons de transformation, transport et distribution du secteur agro-alimentaire sont parmi les plus importants en termes de chiffres d'affaires et d'emplois. La production elle, perd plus de 4'500 emplois par an et 6 à 7 exploitations arrêtent leur production chaque jour. Ce rythme devrait s'intensifier ces prochains mois si rien n'est entrepris. Il est donc temps de changer ce paradoxe.

Un prix du lait à 1 Fr/litre couplé à la mesure de régulation et de stabilisation souple du marché proposé par Uniterre permettraient et obligeraient les acheteurs à adapter leurs achats au plus près de leur véritable marché. Cela éviterait la constitution de stocks bien trop onéreux pour l'ensemble de la filière et pour le contribuable. Pour que cette mesure

et le contenu de cette mesure. Or tous deux refusent, pour l'instant de l'appliquer, mais reconnaissent qu'elle est intéressante. Afin de la faire connaître à Madame la Conseillère fédérale Doris Leuthard, nous tentons depuis plus d'un mois d'obtenir un entretien. Ce dernier nous est, pour l'instant, refusé. Nous avons donc décidé de lui transmettre notre demande lorsqu'elle apparaît en public. Aujourd'hui nous profitons de sa venue aux 6^{ème} Olympiades du fromage de montagne à Saignelégier et de son intronisation au sein de la Confrérie du Gruyère.

Nicolas Bezençon



Tracteur devant chez Cremo.

REVOLTE PAYSANNE

Lait: les producteurs veulent des prix, pas des aides!

La décision du Conseil Agricole UE du 19 octobre d'octroyer 280 millions d'€ aux producteurs de lait sans aucune mesure structurelle, ne va pas résoudre la crise: elle ne va ni réduire les excédents, ni augmenter le prix du lait, ni donner d'espoir aux producteurs. Cette «contribution de la Commission pour mettre un terme aux manifestations dans les rues...», dit Mme Fischer Boel, revient à faire payer aux contribuables les erreurs de la politique actuelle.

Le paiement des 280 millions, distribués en fonction du quota par producteur, va renforcer l'inégalité entre pays, entre régions, entre producteurs.

L'industrie et de la grande distribution peuvent continuer à engranger de substantiels bénéfices: la surproduction structurelle est en effet maintenue, donc les prix bas pour les producteurs.

Il s'agit là d'un bien mauvais signal avant le débat sur le futur budget UE et la future PAC.

La Commission et le Conseil seraient bien inspirés de suivre les recommandations de la Cour des Comptes de l'UE qui, dans son rapport du 15 octobre, «conclut que les quotas laitiers ont limité efficacement la production, mais que leur niveau s'est avéré longtemps trop élevé par rapport aux capacités du marché à absorber les excédents...». C'est ce que nous disons depuis longtemps.

«Il incombe à la Commission et aux États membres d'orienter en priorité leurs efforts vers la satisfaction des besoins du marché domestique européen et, complémentairement, vers la production de fromages et d'autres produits à

haute valeur ajoutée exportables sans aides budgétaire». La Cour conforte ainsi la demande de la Coordination Européenne Via Campesina et celle de l'European Milk Board de supprimer les aides à l'exportation.

«Il conviendrait d'approfondir la réflexion sur les stratégies à mettre en œuvre pour faire face à la fois aux problèmes spécifiques des régions dans lesquelles la production laitière est vulnérable, notamment les zones montagneuses, et aux conséquences environnementales de la concentration géographique de la production laitière» La Cour rejoint notre demande de réorientation des modes de production laitière et de meilleure répartition de la production entre les régions, très liée au choix des modes de production.

«La Cour recommande que le processus de formation des prix dans le domaine alimentaire soit l'objet d'un suivi régulier par la Commission. La concentration des entreprises de transformation et de distribution ne doit pas placer les producteurs de lait dans une situation de preneurs de prix, et ne doit pas limiter la possibilité pour les consommateurs finaux de bénéficier équitablement des baisses de prix». La Cour appuie notre demande pour la transparence des prix au long de la filière. Le Conseil et la Commission ne peuvent plus ignorer le besoin de légitimité de la politique laitière exprimée par la Cour des Comptes.

La résignation des producteurs n'est pas à l'ordre du jour. *Coordination Européenne Via Campesina*

Premiers succès obtenus pour les producteurs de lait

Le Conseil européen des Ministres de l'agriculture a bougé. Il faut à présent maintenir la pression pour continuer à entraîner la politique européenne dans la bonne direction. À cet effet, les producteurs laitiers de l'European Milk Board (EMB) ont adopté à Luxembourg leurs propres mesures

Le soulèvement européen des producteurs laitiers a connu hier une apogée dans une grande manifestation réunissant à Luxembourg cinq mille éleveurs et 900 tracteurs. La politique a pour la première fois fait un pas concret en direction des positions de la confédération européenne des producteurs laitiers, l'European Milk Board (EMB). À la suite du Conseil européen des ministres de l'agriculture, les représentants de l'EMB ont rencontré le Président du Conseil européen Eskil Erlandsson. «Il a annoncé que tout devait être fait pour équilibrer le marché» déclare Romuald Schaber, président de l'EMB.

Il faut souligner avant tout deux des mesures qui ont été annoncées à la sortie de la réunion du Conseil européen de l'agriculture. D'une part, il est prévu d'élaborer en détail d'ici le 19 novembre des propositions concrètes portant sur le gel volontaire de quotas par rachat de volumes partiels et d'exploitations entières. Ces droits de livraison seraient alors annulés. «Ceci permettrait enfin de retirer efficacement du marché les excédents de lait» explique Ernst Halbmayr de la fédération autrichienne IG-Milch. «Toutefois, le recours à ces mesures se ferait dans les pays sur une base volontaire. L'EMB demande expressément

à tous les pays d'avoir recours à cette possibilité afin d'assumer leur responsabilité pour les producteurs laitiers».

De plus, le groupe d'experts de haut rang qui réunit des représentants de gouvernement de tous les États européens a été aujourd'hui chargé d'élaborer des propositions de solution pour la filière laitière englobant également un cadre de régulation. «Cette volonté de réfléchir à des règles du marché est nouvelle» déclare Pascal Massol de la fédération française APLI.

«Nous devons ne laisser planer aucune doute et faire comprendre que les éleveurs ne céderont d'aucun millimètre» explique Sieta van Keimpema, vice-présidente de l'EMB. «C'est pourquoi nous convoquerons dans les deux semaines à venir un propre groupe d'experts de haut rang qui traitera des problèmes de la filière laitière en impliquant des groupes de la société civile tels que des organisations de défense des consommateurs, le monde scientifique, des organisations non gouvernementales et la classe politique. Il s'agit de trouver une réponse commune aux problèmes de la politique laitière actuelle et de préparer la mise en place d'une instance de contrôle. Au sein de cette instance, les producteurs laitiers se chargent de faire identifier le besoin de lait en Europe en impliquant les laiteries et les politiques. La production laitière s'orientera sur ce besoin en appliquant une régulation souple des quotas.

European Milk Board

Humeur: Bio Suisse; où s'arrêtera l'incohérence?

Le 12 octobre Bio Suisse sous la plume de sa présidente et du président de la commission lait à pris position par rapport à la situation actuelle du marché laitier. Dans une lettre adressée aux producteurs de lait bio, Bio Suisse recommande de ne pas participer à une grève du lait, ni à des blocages à l'encontre des transformateurs ou de la grande distribution.

Selon Bio Suisse, «les responsables de la surproduction sont les producteurs et pas les transformateurs ni le commerce». L'organisation met en garde les producteurs de «soutenir une grève qui menacerait l'indépendance du marché bio». Et enfin selon Bio Suisse une grève «nuirait à l'image chez les consommateurs surtout en période de difficultés économiques».

Peut-être que le directeur de Bio Suisse, M. Flückiger, ancien chef de la politique économique de la Migros, a téléphoné à son collègue M. Briw de ELSA pour donner le ton de cette lettre et pour déterminer la politique de prix de Bio Suisse? Car pour Bio Suisse,

malgré les déclarations d'intention, l'équité ne semble pas encore faire partie du vocabulaire de base. Comment expliquer autrement l'assentiment silencieux de BioSuisse lorsque malgré une offre bien gérée par le pool laitier bio, les acheteurs ont récemment encore baissé le prix du lait bio de 9cts (cette baisse intervenant fin août avec effet rétroactif au premier août)? Le prix du lait bio se situant actuellement à 71cts/litre, ne permet de loin pas de couvrir les coûts de production plus élevés qu'en production conventionnelle qui eux se situent déjà entre 98 cts et 1.17 Fr/litre (par ex. prix aliments bio Fr 1300.-/t contre Fr 500 à 600.-/t en conventionnel).

Il est grand temps d'en finir avec des représentants de l'agriculture bio qui défendent contre toute intelligence un libre-échange destructeur et qui se rangent contre les intérêts des producteurs du côté de la grande distribution dans la lutte pour des prix équitables. Il est pourtant patent que les accords sur le commerce international et de

libre-échange encouragent l'expansion de l'agriculture intensive. Les règles de l'OMC et le libre-échange contrecarrent les tentatives de protéger et de promouvoir des formes d'agriculture paysanne et locale, malgré le fait que ce type de production alimentaire ait un impact minimal sur le changement climatique par rapport à l'agriculture industrielle. Les solutions aux crises alimentaires et climatiques actuelles –à la fois sur le court et sur le long terme– nécessitent une réorientation profonde et radicale par rapport à une agriculture industrielle destinée à l'exportation. On serait en droit d'attendre qu'une organisation de l'agriculture bio comprenne au moins ce genre de relation de cause à effet.

L'industrie laitière et agroalimentaire cherche de la matière première bon marché et usera de toutes les pressions pour affaiblir la position de négociation des producteurs. Empêcher le regroupement de l'offre, favoriser la surproduction et chercher à infiltrer au moins idéologiquement les organisations des producteurs sont des moyens qu'elle utilise

avec bien trop de succès. La lutte pour des prix équitables est une lutte pour l'avenir de toute l'agriculture. Ces prix doivent nécessairement être déterminés à partir du premier échelon, c'est-à-dire la production. Ils doivent permettre de couvrir les coûts de production et de garantir une rémunération juste du travail paysan (salaire comparable).

Il est plus que jamais nécessaire de changer d'orientation au niveau des choix de politique économique et agricole défendus par Bio Suisse. La soi-disant stratégie de qualité est une coquille vide favorisant en réalité le libre-échange et relève ainsi de la fumisterie intellectuelle. Lors de l'assemblée des délégués du 18 novembre, il faut changer de cap pour une politique agricole et alimentaire basée sur la souveraineté alimentaire et une agriculture écologiquement et socialement durable plutôt que de jouer les valets lamentables des profiteurs du libre-échange. Il en va de l'avenir et de la crédibilité de BioSuisse.

Rudi Berli

OMC

Crises alimentaire, économique, sociale, climatique: faillite globale du système! Il est temps de changer de cap!

Du 30 novembre au 2 décembre, une conférence ministérielle de l'OMC se tiendra à Genève: une semaine avant le sommet sur le climat à Copenhague. Le commerce et le climat sont liés. Dans ces deux domaines, la faillite des politiques suivies a des conséquences catastrophiques. Mais les dirigeants de nos Etats ne remettent rien en question! L'appel ci-dessous est un appel unitaire, signé par de nombreuses organisations, dont Uniterre.

Le «libre» échange de l'OMC: toujours la loi du plus fort!

Trente ans de politiques néolibérales et de mondialisation n'ont fait qu'accroître de manière intolérable les inégalités: misère et famine au Sud, chômage et précarité au Nord, inégalités entre hommes et femmes partout. Nous sommes précipités dans la plus grave crise économique depuis 1929.

L'OMC promet de nous en sortir... en poursuivant sur la même voie: la libéralisation du commerce mondial. Augmenter cette «libéralisation» des échanges durcirait la concurrence, éliminerait nombre de petites entreprises et exercerait une pression accrue sur l'emploi, les salaires et les conditions de travail, mais aussi sur les budgets publics et la sécurité sociale.

Par ailleurs, la libéralisation de la circulation des marchandises et des capitaux va de pair avec la multiplication des entraves à la libre circulation des personnes et avec la violation de leurs droits fondamentaux.

La libéralisation des marchés agricoles ne renforce que l'agro-business, appauvrit les paysans, empêche toute souveraineté alimentaire, et aggrave la crise alimentaire mondiale. Enfin, au nom de la concurrence, l'OMC justifie le démantèlement des services publics, ouvrant ainsi la porte à leur privatisation, ainsi que l'élimination des normes et règlements protégeant les salariés et plus généralement les populations.

Le climat victime du commerce mondialisé !

Les politiques de l'OMC ont aussi des conséquences les plus néfastes pour le climat. Elles induisent la faillite de paysans par millions au profit de l'agriculture industrialisée, alors que celle-ci - fortement dépendante des énergies fossiles - est une source majeure de l'effet de serre. Elles provoquent une déforestation criminelle des principales forêts tropicales, poumons de la planète et lieu de vie des communautés indigènes.

Elles ont créé un réseau de production mondialisée, avec ses transports transnationaux, gros consommateurs d'énergie, dans le seul but de maximiser

les profits, et au mépris de l'environnement et des salariés. Malheureusement, à Copenhague ce seront les mêmes dirigeants politiques, qui défendront les mêmes intérêts et qui «inventeront» les mêmes «solutions de marché», alors que leur faillite est patente partout. Douze ans après Kyoto, les émissions de gaz à effet de serre des pays développés sont plus importantes que jamais! Nous ne pouvons pas leur faire confiance!

Le Titanic vous tente? Nous pas!

Ni la crise économique et sociale, ni la crise alimentaire, ni la crise climatique ne seront résolues avec la logique qui les a créées. Ce système économique actuel augmente partout l'injustice et la violence. De plus, aujourd'hui, nous sommes face à la nécessité - toujours plus urgente - de renoncer à l'absurdité d'une croissance sans fin sur une planète finie!

Mais les dirigeants des Etats ne cherchent pas sincèrement la sortie. Nous savons que nous pourrions vivre bien - et même mieux - tout en renonçant aux gaspillages insoutenables d'un système où le rendement du capital impose une croissance sans limite sous peine de faillite. Pour nos enfants et petits-enfants, les intérêts de la société et de l'environnement doivent primer sur le profit aveugle.

Des centaines de représentants de mouvements populaires du monde entier seront à Genève, puis ils se déplaceront en caravane, à travers la France et l'Allemagne, jusqu'à Copenhague, pour exiger un changement radical de cap!

Leur politique, c'est pas le Pérou ?

Réalité du «libre» échange? Un exemple. Il y a peu le gouvernement péruvien ouvrait le feu sur des milliers d'indigènes rassemblés en Amazonie pour protester contre le nouveau traité de libre échange avec les Etats-Unis. Les entreprises minières au Pérou disposent déjà de 23 millions d'hectares, mettant en péril les terres de 3'200 communautés paysannes et indigènes. 75% de l'Amazonie péruvienne est déjà attribuée aux entreprises pétrolières, ceci sans aucun mécanisme de consultation

de la population indigène affectée. A Copenhague aussi, on propose de «lutter contre la déforestation» avec un programme (le REDD) qui en réalité risque de dépouiller les peuples de la forêt - qui ont toujours su y habiter en la respectant - de leurs droits au profit des investisseurs privés. Ailleurs, des paysans par centaines de milliers sont dépossédés pour faire place aux «déserts verts» des agrocarburants: soja, palme africaine, etc. C'est le capitalisme «vert», version Monsanto/Syngenta. Toujours la même politique de pillage, sous un nouveau masque.

Au Nord aussi, face à la crise, nos dirigeants n'ont rien trouvé de mieux que de renflouer ce système bancal et prédateur à nos dépens! Et l'OMC, un rouage central du désastre, propose... de «boucler le cycle de Doha». Continuons droit devant! Vers de nouvelles famines, violences, migrations forcées et chaos climatiques, financiers et économiques. Les plus gros s'en tirent toujours bien!

Un débat: la «Croissance» ou «Vivre Bien»?

N'y a-t-il vraiment pas d'alternative à cette économie démente, où seule la compétitivité financière décide de ce qui peut exister? Ne peut-on pas concevoir une économie qui viserait simplement la satisfaction de nos besoins? Par exemple, de manger des choses meilleures, cultivées plus près, dans des conditions sociales et environnementales correctes? Et plus généralement, de produire moins, mais plus durable, renouvelable, économe, réparable, local, social? De se passer de toutes les activités et hiérarchies parasitaires, spéculatives, voire franchement nuisibles (financières, publicitaires, militaires, etc.)?

Le principe de la souveraineté alimentaire est aujourd'hui largement admis, mais ne faudrait-il pas aussi rétablir notre souveraineté pour tous les besoins essentiels: éducation, santé, énergie, etc.? C'est à dire rejeter le dogme du «libre» échange et la loi de l'argent qu'il impose au niveau mondial?

La science comme le bon sens nous disent que pour survivre nous devons changer radicalement de cap. Il faut aller vers des sociétés plus égalitaires et vivant en équilibre avec la nature.

Dans les Andes, ils appellent cela «vivre bien».

Manif samedi 28 novembre 2009 à Genève contre l'OMC et parce qu'un monde meilleur est urgent!

départ à la place Neuve, 14h!
tracteurs souhaités

Débats dimanche 29 novembre

débats sur les alternatives au désastre actuel!
www.anti-omc2009.org

Actions du 30 au 2 décembre

divers actions symboliques seront menées pendant le sommet lui-même. Les thèmes choisis sont les suivants:

- **lundi 30 novembre:** «crises économiques»
- **mardi 1er décembre:** agriculture
- **mecredi 2 décembre:** climat

Via Campesina mobilise

En Inde ainsi qu'au Népal des manifestations auront lieu dans chaque Etat pour appeler leurs délégations à refuser tout accord à Genève.

Les Coréens annoncent également des grandes manifestations et rappellent que leur arme et leur alternative est la souveraineté alimentaire.

Les Indonésiens quant à eux décident dans quelques jours des actions à entreprendre.

D'autres infos sur les mobilisations suivront.

www.viacampesina.org

Doris Leuthard vante le libre-échange pour sortir de la crise alimentaire!

A l'occasion de la journée mondiale de l'alimentation le 16 octobre dernier, notre Ministre de l'économie s'est exprimée de manière pour le moins surprenante.... pour nous et pour nos collègues du sud. Extraits et réactions.

«Selon la conseillère fédérale, la Suisse peut contribuer de deux façons à la sécurité alimentaire mondiale. En militant d'une part pour l'ouverture des marchés. D'autre part, les paysans suisses doivent devenir concurrentiels et produire des aliments de haute qualité. La Suisse peut par ailleurs contribuer au développement de l'agriculture mondiale par l'intermédiaire de ses chercheurs. Les hautes écoles du pays disposent d'un haut potentiel, a-t-elle dit dans le cadre d'un débat à l'EPF de Zurich. Le marché libre est l'instrument le plus approprié pour assurer une utilisation optimale des ressources mondiales, a poursuivi la ministre démocrate-chrétienne. Pour que le marché fonctionne à long terme, il faut toutefois que la communauté internationale définisse des règles assurant une utilisation durable des ressources. Pour rendre possible une telle agriculture, il faut par ailleurs augmenter les investissements au niveau mondial, a affirmé l'Argovienne. La Suisse encourage les modèles de financement mixtes entre Etats et économie privée. C'est pourquoi la Suisse a initié un partenariat entre la FAO (l'Agence de l'ONU pour l'alimentation et l'agriculture), Nestlé et le Département fédéral de l'agriculture». ATS

Cette dépêche de l'ATS est particulièrement symptomatique de l'aveuglement total de Mme Leuthard quant à la politique et aux marchés internationaux... Les crises vécues ces dernières années devraient pourtant enfin ouvrir les yeux de nos politiciens. L'ouverture exagérée des marchés a été complètement contre-productive (voir article Cissokho page 6). Les témoignages sont nombreux dans les hémisphères sud et nord des conséquences dramatiques sur la paysannerie, l'économie locale, la délocalisation des productions et des Hommes, poussés à la migration.

Cette dépêche est tombée le jour d'une rencontre à Genève avec des délégués de La Via Campesina venant de Corée, des Iles Canaries, du Sénégal, de France, d'Indonésie, d'Inde et du Népal. A la lecture de cette dépêche, ils ont quasi éclaté de rire... puis de dépit.

Les Coréens subissent une érosion massive du nombre de paysans en raison de l'ouverture de leur marché du riz à la concurrence.

Quant au délégué indonésien, il a peu goûté à la plaisanterie de soutenir un partenariat avec Nestlé. Il a rappelé un communiqué de son syndicat publié en

septembre de cette année pour illustrer la problématique du marché laitier:

«En janvier 2009, l'Union des Paysans Indonésiens (SPI) a demandé au gouvernement de protéger ses producteurs de lait de la faillite complète. La firme transnationale Nestlé, l'un des plus grands acheteurs de lait du pays, a commencé à baisser le prix du lait à la production alors que les produits laitiers étaient vendus à un prix exceptionnellement élevé aux consommateurs. Toute l'industrie laitière a suivi le mouvement. Ce fut le bouquet de 25 ans de dérégulation du secteur laitier national. En 1983, dans le cadre du FMI, le gouvernement a démantelé la législation qui forçait les firmes opérant en Indonésie à acheter un certain pourcentage de lait aux éleveurs locaux à côté du lait importé. En 2003, le gouvernement indonésien a été plus loin en réduisant les droits de douane de 5 à 0% sur le lait importé. Il en résulte aujourd'hui que 70% du lait consommé en Indonésie est importé d'Australie et de Nouvelle Zélande. Les paysans se demandent s'ils vont pouvoir poursuivre leur activité».

Le délégué Indien a pour sa part pris connaissance avec agacement du fait que Mme Leuthard avait pris la liberté de dire que les manifestations de fin août à Dehli étaient organisées pour dénoncer le protectionnisme des paysans du nord. Son syndicat, le BKU, ayant été fortement impliqué dans ces manifestations, il a pu confirmer que ces dernières avaient pour objectif de sortir l'agriculture de l'OMC et de tout faire pour bloquer la conclusion du round de Doha notamment en se mobilisant à Dehli puis à Genève en fin de cette année.

Décidément non, le libre marché ne fait pas le bonheur des paysans... ni des consommateurs. Par contre il remplit de joie l'industrie agro-alimentaire qui est particulièrement chouchoutée par notre ministre de l'économie.

Cet épisode politico-médiatique leur a permis de constater que chez nous aussi, le dialogue avec les autorités n'est pas des plus simple et qu'il se complique d'autant plus quand une des parties fait preuve de mauvaise foi.

Valentina Hemmeler Maïga



Large manifestation contre l'OMC à Hong Kong en 2005. Photo: Via Campesina

Cassis de Dijon: un échec pour quelques paraphes

Le référendum a échoué, après décompte final, à 2100 signatures près... c'est extrêmement dommage que ces quelques paraphes manquantes aient empêché un débat citoyen sur ce dossier pour le moins complexe et dont beaucoup de personnes ont sous-estimé l'importance. Il est regrettable que les organisations paysannes ne se soient pas mobilisées pour faire front

commun. Elles ont préféré laisser partir certain seuls au combat et attendre un potentiel résultat positif pour se lancer ensuite dans la campagne de votation contre le Cassis de Dijon. Cette attitude est difficilement compréhensible et a échoué.

Ce que nous ne devons pas oublier, c'est que les produits suisses ont un prix plus élevé, justifié par nos conditions socio-économiques et écologiques locales. Ne nous laissons pas bernier et

n'ayons pas le mauvais réflexe d'accepter toute baisse de prix sous prétexte que le cassis de Dijon augmentera la concurrence avec nos produits locaux. Le «swissness», thème à la mode, a un prix. Et il faut le revendiquer haut et fort! Nous le voyons dans le cadre de la révolte paysanne, l'écrasante majorité des citoyens est prête à payer le juste prix pour les produits, même si cela implique une hausse. Pour autant que celle-ci aille dans la poche des paysans.

C'est une victoire d'étape potentielle pour tous les intermédiaires. A nous de faire en sorte que cet essai ne soit pas transformé! Il faut remercier ici toutes celles et ceux qui se sont engagés pour récolter des signatures durant ces maudits mois d'été où la moitié de la population est absente. Merci à tous les membres d'Uniterre qui ont également travaillé à cette moisson de signatures.

Valentina Hemmeler Maïga

Tribune libre: Cassis de... pigeons!

«Cadeau» de Mme Doris Leuthard, le principe dit du «Cassis de Dijon» est une ouverture sans aucune contrepartie, de la Suisse aux produits étrangers ne respectant pas les normes de qualité imposées à nos producteurs indigènes ainsi accusés d'être les principaux responsables de «l'ilot de cherté»!

La FRC, qui, par son dynamique

directeur, se dit «soulagée» d'avoir échappé à la menace... d'un vote populaire (suite à l'échec sur le fil du comité référendaire), se réjouit de son entrée en vigueur dès 2010 qui devrait, oset-elle prétendre, faire baisser les prix de 10%. Alors que l'unique certitude concernant une baisse est celle liée à la... qualité! Reniant ses anciennes valeurs qui avaient forgé sa réputation, la FRC se fait donc «la complice active» de cette

concurrence déloyale fatale à maints producteurs locaux. Elle «trompe» parallèlement les consommateurs suisses qu'elle serait censée défendre en apportant son entier soutien à cette «sinistre manipulation» qui permettra encore plus de liberté et de profits aux grands intermédiaires et distributeurs (Coop et Migros principalement) faisant déjà la loi sur le marché actuel (voir l'exemple édifiant du prix du lait), et

n'étant, par conséquent, pas totalement... étrangers... à la cherté que nous subissons déjà. Par solidarité avec les agriculteurs, maraîchers, arboriculteurs, agriculteurs et viticulteurs directement menacés je dis non à ce cassis de... «pigeons» et donne ma démission immédiate à la FRC qui vient de perdre l'essentiel de son ancienne et jadis méritée crédibilité!

Frank Paillard, Lausanne

Au coeur des enjeux: le revenu paysan!

Mamadou Cissokho, Président d'honneur du ROPPA (Réseau des organisations des paysans et producteurs d'Afrique de l'Ouest) était de passage en Suisse en septembre dans le cadre du Festival média nord-sud. Il a également été convié à la Direction du développement et de la coopération suisse (DDC) - qui a soutenu la construction de ce mouvement paysan - pour présenter son travail et ses visions. Voici quelques reflets de cette rencontre.

En Afrique de l'Ouest, 70% des urbains vivent dans des bidons-villes et ce sont ceux qui ont dû fuir la campagne faute de réaliser un revenu.

Pour Mamadou Cissokho, la spécificité de l'agriculture paysanne familiale est de faire face à l'enjeu alimentaire de la famille. Au niveau des instances internationales tels que la Banque Mondiale ou le Fonds monétaire international, ce concept n'est pas compris. Pour assurer la sécurité alimentaire, il faudrait pourtant que ce système d'agriculture familiale soit au cœur des décisions plutôt que de chercher mille et une solutions pour remplir le monde d'aliments. C'est ce mode de vie qui doit être sécurisé; et pourtant nos politiques agricoles font tout le contraire.

Pour M. Cissokho il y a des aspects qui sont intrinsèques au monde paysan. «La production est liée au mode de vie culinaire et à la culture paysanne. Et ceci, aucun indicateur économique ne peut le mesurer. On a souvent entendu parler d'agriculture de subsistance comme si cela était une tare. Pourtant, c'est le début de la vie et quoi qu'on en dise, nous n'avons encore rien trouvé de mieux».

Selon lui, la seule manière d'espérer pouvoir assister à une évolution positive en Afrique, comme ailleurs, c'est de garantir le droit à l'alimentation. C'est un droit fondamental qui est à la base de tout. Ce que propose l'OMC -soit de fixer comme prix de référence les prix mondiaux- est simplement une violation pure et simple du droit à l'alimentation. Cissokho ne s'oppose pas au marché, mais il estime qu'il doit exister de multiples marchés. Rappelons que seuls 10% de la production circule au niveau international; il n'y a aucune raison que cela soit pris comme une référence. La clé c'est ce qui est produit et consommé localement.

Pour les membres du ROPPA, les peuples sont responsables de leur développement et c'est pourquoi ils estiment que c'est aux peuples de définir les orientations politiques. Ils veulent une Afrique nourricière avec des paysans qui sont fiers de l'être. Les 14 pays d'Afrique de l'Ouest comptabilisent 500 millions de terres et 253 millions d'habitants dont 60% sont des ruraux qui produisent 33% du PIB. Mais 40% de ces ruraux sont sous-alimentés...! Ce groupe de pays a de quoi construire un marché régional protégé car ils ont tout à disposition: des zones très productives, des zones de pâturage, des mers, des fleuves et des populations qui depuis des siècles ont l'habitude de collaborer en raison des divers empires qui se sont

succédés et superposés.

Selon Mamadou Cissokho, l'Afrique de l'Ouest vit une situation absurde: «Que nous produisons trop ou pas assez, nos gouvernements ouvrent nos frontières et nos marchés sont inondés de produits qui arrivent à des prix subventionnés et détruisent nos filières. Pourtant, cela n'a pas toujours été ainsi. Jusque dans le milieu des années septante, nos gouvernements avaient des politiques volontaristes, basées sur l'autosuffisance. Mais la sécheresse, puis la crise pétrolière ont mené nos Etats à l'endettement. Le FMI a alors imposé des «programmes d'ajustement structurel» qui ont eu entre autres comme conséquences d'accroître les cultures d'exportation pour rembourser les dettes

PAC et nous qui ne savons pas où nous allons. Il n'est pas possible de baser une richesse sur des produits qu'on ne mange pas, qui ne nous appartiennent pas et pour lesquels on ne fixe pas les prix. Comme c'est le cas du cacao par exemple! Le plus grand marché que l'on peut avoir c'est le notre!!!».

Il ajoute avec passion: «Nous sommes intraitables sur la question de la souveraineté alimentaire. C'est la base pour nous pour avancer dans le développement; nous voulons être responsables de notre avenir. Il faut construire des politiques qui soient redevables à leurs citoyens. En se basant sur l'agriculture, on peut construire une société solide du vivre ensemble. Nous avons des millions de jeunes diplômés au chômage!

alimentaire. A cela s'ajoute, selon Cissokho, la nécessité de mettre en place un mécanisme de contrôle des prix afin de dépasser le minimum qui est celui de couvrir les coûts de production; tout en étant attentifs aux conséquences pour les consommateurs. «Nous ne cherchons pas à être des super-bourgeois, nous voulons simplement vivre de notre métier. Des politiques de gestion de l'offre et de régulation sont essentielles. Cela marche au Canada alors pourquoi pas chez nous? C'est le rôle de l'Etat de s'investir dans ces mécanismes de contrôle des prix. L'Etat doit développer une politique cohérente qui englobe la production agricole, l'agro-alimentaire et l'alimentation. Cela peut se construire par une collaboration entre les consommateurs, les paysans, la recherche et l'Etat».

En tous les cas, pour notre collègue, «le revenu reste au cœur de la mise en place d'un système solide. Il ne sert à rien de construire des infrastructures sociales telles que les écoles, les dispensaires et autres si le citoyen, par manque de revenu, ne peut y accéder. Il faut redonner espoir au milieu rural si on veut construire une Afrique pour demain».

Propos recueillis par Valentina Hemmeler Maïga



Mamadou Cissokho, Président d'honneur du Réseau des Organisations des paysans et producteurs d'Afrique de l'Ouest (ROPPA) Photo: Simon Marti, Schweizerbauer

au détriment de la production vivrière. Les villes et les tensions sociales ont été calmées par l'importation de produits bon marché qui ont complètement modifié les habitudes alimentaires. En quelques années, le FMI et la Banque mondiale ont libéralisé, privatisé et ouverts les marchés africains... A la lumière de ce qui se passe aujourd'hui, il est un peu cocasse de se rappeler ce qu'on nous a dit à l'époque: «vous avez mal géré, vous êtes punis, il faut restructurer». Et maintenant que les banques se cassent la figure les gouvernements déclarent: «Il faut les renforcer, investir l'argent du citoyen pour leur permettre de passer la crise».

Pour le ROPPA il est capital de prendre le temps de construire les fondements d'un marché régional. «Notre forte mobilisation a permis d'éviter que nos gouvernements signent des accords de partenariats économiques avec une Europe qui est en pleine réforme de la

Pourquoi ne pas développer le secteur agro-alimentaire sur la base de PME partiellement automatisées permettant ainsi une embauche importante? Il faut construire proche des lieux de production afin de développer les plus-values dans les régions. Les usines de grandes tailles qui se trouvent à plusieurs centaines de kilomètres des champs ne nous intéressent pas car elles ne seront réservées qu'à un certain type d'agriculture. Et si on observe ce qui s'est passé dans les pays industrialisés, on ne peut pas dire que la concentration de la production ou de la transformation n'a pas provoqué des dégâts (vache folle, poulet à la dioxine, grippe aviaire, pollution etc.). Sachons apprendre des erreurs des autres».

La loi qui régit actuellement la région a été fortement influencée par les luttes des organisations paysannes. Elle dit d'emblée qu'elle respecte et reconnaît l'agriculture familiale et affirme son intérêt de développer la souveraineté

Renforcement du comité de la section vaudoise

Uniterre Vaud recherche des nouveaux membres pour le comité. Les comités des sections sont très importants pour les dynamiques locales et l'enrichissement du comité directeur.

Intéressé-e-s? Prendre contact avec Charles-Bernard Bolay, 079 409 14 42.

InterLock
Le confort par excellence

TAPIS CAOUTCHOUC

- ✓ Etables & stabulations
- ✓ Renovations et neuf
- ✓ Sans comparaison avec béton/asphalte
- ✓ Antiglis et isolant
- ✓ Devis sans engagement

LGC SA · CP 48 · 1627 VAULRUZ
☎ 026 913 79 84
✉ swiss@animat.ca www.animat.ca

La jeunesse paysanne en marche

Cet automne, deux événements importants pour la jeunesse de Via Campesina ont eu lieu en Europe: la première rencontre internationale des jeunes de Via Campesina et le campement européen «Reclaim the fields».

Des jeunes venus des quatre coins du monde

Du 24 au 27 septembre, 30 jeunes représentants des organisations de 4 continents se sont réunis à Puy de Cinca (Aragon, Espagne), un an après la Vème conférence internationale de Via Campesina au Mozambique. C'est lors de cette conférence qu'il avait été décidé de permettre aux jeunes de se rencontrer régulièrement pour s'organiser et développer des actions communes à travers le monde. La rencontre espagnole a donc été une première occasion pour la jeunesse paysanne de se structurer.

Chaque région a eu l'occasion de présenter l'évolution de l'organisation des jeunes depuis la dernière rencontre au Mozambique. Ces échanges ont permis à chaque participant de prendre en compte la réalité des jeunes dans chaque région du monde et de s'inspirer des expériences des autres. Cette introduction a également permis de souligner les points communs et d'imaginer les futures actions collectives.

Trois groupes de travail se sont ensuite mis en place:

1. Comment organiser la jeunesse paysanne au niveau international?
2. Comment avancer dans la problé-

matique de la formation politique et technique des jeunes paysans?

des lignes d'action sur les deux sujets cruciaux qui concernent la jeunesse: le manque de formation technique et politique dans le monde paysan et l'immense problème de l'exode rural et de la migration qui vident les campagnes de leurs forces vives. Chaque région devra d'une part, suite à cette rencontre et selon ses spécificités, mettre en place un travail de formation qui réponde aux nécessités de la jeunesse paysanne, en s'inspirant de ce qui existe déjà et en inventant les moyens d'y parvenir. D'autre part, nous avons le projet de lancer une campagne internationale pour la jeunesse paysanne. Cette campagne a pour objectif de redonner aux paysans leur dignité, passablement effritée partout dans le monde, et de redonner l'envie aux jeunes de rester ou de devenir paysan. Si de nombreuses actions décentralisées et adaptées à chaque région devront se mettre en place, la campagne réclamera officiellement une réforme agraire intégrale qui s'appuie sur l'accès à la terre pour les jeunes, c'est-à-dire un changement politique clair qui remette au centre de ses préoccupations la souveraineté alimentaire et ceux qui en sont les garants pour l'avenir: les jeunes paysans!

encore et doit donc être mis en place.

Des jeunes venus de toute l'Europe

Du 30 septembre au 5 octobre, à l'initiative du collectif «Reclaim the fields», plus de 300 jeunes européens se sont retrouvés à la ferme collective «Le Maquis», près de Minerve dans l'Hérault en France. Une affluence qui a dépassé toutes les attentes des organisateurs. A l'instar du groupe qui a organisé cette rencontre, la plupart des jeunes qui ont participé à ce campement sont issus du milieu urbain mais sont ou veulent devenir paysans.

Le collectif «Reclaim the fields» s'est créé au travers de rencontres organisées par la Via Campesina et est formé de jeunes européens membres d'organisations paysannes mais aussi de jeunes qui, pour différentes raisons, ne trouvent pas leur place dans certaines de ces organisations. Le but de cette rencontre axée sur l'accès à la terre en Europe était principalement de réunir une partie de la jeunesse paysanne (paysans, travailleurs agricoles, paysans sans terre ou jeunes en phase d'installation) autour de mêmes questionnements: comment retrouver une autonomie alimentaire? comment devenir paysan? comment organiser les luttes pour l'accès à la terre? etc.

Ces questions sont aujourd'hui cruciales, notamment parce qu'une frange croissante de la jeunesse européenne fait ou veut faire vivre (ou revivre) les campagnes, en créant des projets agricoles parfois bien différents du schéma actuel: une ferme, une famille, un exploitant agricole. Ce n'est pas un hasard si le mot «collectif» est souvent revenu au cours des discussions. Comment fait-on lorsqu'on vient de la ville, qu'on a peu de ressources financières et qu'on veut travailler la terre en vivant de cette activité? Quelque soit le chemin choisi, prendre cette voie tout seul est bien souvent voué à l'échec. Se mettre ensemble peut permettre à plusieurs paysans de vivre ensemble sur une même ferme de manière décente.

Par ailleurs, des filles et fils de paysans qui reprennent aujourd'hui des fermes sont de plus en plus tentés de partager leurs terres avec d'autres jeunes, afin d'être moins seuls, de partager le labeur mais aussi de faire vivre leurs campagnes. L'un des grands défis actuels en Europe est donc de permettre à la jeunesse de trouver sa place dans le milieu agricole, que ce soit en reprenant la ferme familiale, en mettant en lien les paysans qui cessent leur activité avec des jeunes en recherche de terres ou en mettant en lien les

jeunes paysans avec les paysans sans terre. L'agriculture traverse aujourd'hui une crise à laquelle il faut réagir sans attendre, en défendant la paysannerie existante mais aussi en donnant l'envie et surtout la possibilité à la jeunesse de vivre dans les campagnes sans être exploités ni exploités.

A l'issue des discussions, il a été décidé que les groupes locaux partageant les mêmes idées travailleront de manière autonome mais qu'une nouvelle rencontre plus restreinte en janvier permettra de définir plus clairement les lignes d'action pour le futur. Il s'agira notamment d'étoffer le collectif «Reclaim the Fields», de coordonner des actions simultanées le 17 avril 2010 axées sur l'accès à la terre et d'organiser un campement en 2010 qui pourrait avoir lieu en Hongrie, afin de travailler avec les jeunes d'Europe de l'Est.

Pour finir en beauté, une centaine de participants ont effectué une action surprise en bloquant le bureau de la SAFER à Montpellier et en forçant le directeur à entendre leurs revendications. Cet organe français est chargé de distribuer les terres agricoles et d'aider les jeunes à l'installation mais aide surtout, dans les faits, les grosses entreprises à s'agrandir. C'était l'occasion pour les jeunes venus de toute l'Europe de mener une action de solidarité avec les jeunes paysans sans terre français.

En Suisse, un groupe de travail sur



Les délégués des jeunes de La Via Campesina venus des différents continents.



Occupation de la SAFER, Montpellier.

l'accès à la terre s'est formé récemment à Genève et le campement en France a permis de mettre en lien une dizaine de jeunes venus de Suisse romande et de Suisse alémanique. Une rencontre sera prochainement organisée pour concrétiser les impulsions nées au cours du campement.

Irène Anex

Pourquoi une organisation de la jeunesse de Via Campesina?

Le but principal de ces rencontres est de pousser chaque organisation membre de Via Campesina à prendre en compte la situation de la jeunesse, à lui faire un place afin qu'elle puisse s'exprimer et agir pour assurer la transmission des savoirs paysans et des luttes paysannes. Ce travail doit être fait par les jeunes, pour les jeunes et les générations futures, avec l'appui des structures déjà existantes. Dans de nombreuses régions et organisations, cet espace n'existe pas

matique de la formation politique et technique des jeunes paysans?

3. Comment inverser la tendance de l'exode rural et de la migration des jeunes paysans pour redonner l'espoir et l'envie de rester ou de devenir paysan?

La première étape a donc été de choisir 2 représentants pour chacune des 9 régions, un homme et une femme, afin de permettre une coordination des jeunes au niveau international. 18 délégués sont maintenant chargés de faire le lien entre la jeunesse paysanne et la Via Campesina.

La deuxième étape a permis de choisir

Pour en savoir plus :
www.viacampesina.org
www.reclaimthefields.org
Contact pour la Suisse:
wendkuni@hotmail.com
ou 022/743 05 87 (Irène)

Langue bleue

Après discussion au comité d'Uniterre, il a été décidé de soutenir la résolution suivante afin d'ouvrir un débat franc et sans tabou sur la nécessité ou non de maintenir la vaccination obligatoire pour la langue bleue. Le comité estime que certaines autorités ont joué excessivement sur la peur. Il est aussi avéré qu'un certain nombre de problèmes sont apparus suite à la vaccination de troupeaux et que ceux-ci n'ont pas été sérieusement reconnus. En outre, des études vétérinaires démontrent que cette maladie n'est pas aussi problématique qu'on le laisse entendre et qu'il est absolument impossible de l'éradiquer. Alors que parallèlement, l'immunité naturelle des troupeaux progresse. Reste aussi à poser la question qui peut fâcher: n'est-ce pas une opération pour écouler des vaccins préalablement commandés?

«L'Office vétérinaire fédéral (OVF) a décidé pour 2008 et 2009 que les bovins, les ovins et d'autres animaux devaient obligatoirement être vaccinés contre la maladie de la langue bleue, une maladie virale transmise par des moucheron. Une nouvelle décision qui doit être prise pour 2010.

Bio Suisse, Demeter et Schweizer Bergheimat ont reçu de leurs membres le mandat contraignant de s'engager pour que cette vaccination soit facultative dès 2010. Le VKMB et Uniterre se sont ralliés à cette exigence sur décision de leurs comités. C'est donc au nom de leurs membres que toutes ces organisations déposent la demande en question à l'OVF. De nombreuses bonnes raisons motivent cette démarche.

1. Il est urgent et nécessaire de décriminaliser les éleveurs. Si la vaccination devient facultative en 2010,

les éleveurs désobéissants ne devront plus être traités comme des criminels.

2. La marge de manoeuvre pour rendre la vaccination facultative existe déjà. La maladie de la langue bleue est classée dans l'avant-dernière catégorie prévue par l'Ordonnance sur les épizooties, celle des «épizooties à combattre». Elle est donc «combattue de manière à limiter autant que possible les dommages sanitaires et économiques». La vaccination n'est légalement considérée que comme possibilité, mais elle a été déclarée obligatoire par l'OVF pour 2008 et 2009. Il serait donc possible de la rendre facultative à partir de 2010.

3. Les éleveurs veulent assumer leurs responsabilités. Les statistiques et les rapports établis par les éleveurs de différents pays montrent que cette maladie est moins grave que ce qu'on avait craint au départ. Or les éleveurs

en supportent les conséquences économiques aussi bien en cas de vaccination qu'en cas de maladie. Donc ils veulent pouvoir en assumer la responsabilité.

4. Une éradication impossible. Les moucheron vecteurs peuvent se déplacer de 200 kilomètres par jour, et tous les ruminants agricoles et sauvages peuvent être porteurs du virus. Toute stratégie d'éradication ne peut que s'avérer vaine dans ces conditions. Voilà pourquoi cette maladie doit être surmontée à partir de 2010 grâce à la vaccination facultative et à l'auto-immunisation des bêtes non vaccinées. La Suisse ne serait d'ailleurs de loin pas seule à suivre cette stratégie: notre voisine l'Autriche a d'ores et déjà renoncé à rendre cette vaccination obligatoire».

Bio Suisse, bauernverband.ch, Bergeimat, Demeter, Uniterre et VKMB



Une manifestation contre l'obligation de vacciner. Photo:Edith Halter

Monsanto bientôt enrichie grâce aux programmes en faveur du climat?

Nous l'avons déjà dit à plusieurs reprises: nous sommes plutôt inquiets des solutions proposées dans le cadre des négociations sur le climat. Elles seraient peut-être plus à craindre que le changement climatique lui-même.

À l'occasion de la journée internationale de l'alimentation du 16 octobre, nous avons tenu à ce que «le train contre la faim», organisé par les ONG suisses, fasse halte à Morges, ville où se situe le siège de Monsanto. En voici les raisons.

Monsanto est bien connue comme



Le train reliant Genève à Delémont.

firme ayant commercialisé le round up puis développé un certain nombre d'OGM résistant à son herbicide. Mais

ce qui est nouveau, c'est qu'elle est en passe d'obtenir des crédits carbone par le biais des «mécanismes de développement propre».

Elle pourrait avoir accès à un marché de plusieurs milliards de dollars... pour promouvoir de fait son soja transgénique. Comment cette multinationale a réussi ce tour de passe-passe? Grâce à un lobby puissant, la technique du «semis-direct» pourrait être éligible pour les fameux crédits carbone sous prétexte qu'elle ménage le sol. Or, l'immense majorité du soja transgénique cultivé dans l'hémisphère sud est semé par semis-direct (ou, dans le cas d'espèce, cela s'apparente plutôt à un labour chimique). Cet argent servirait donc à soutenir une agriculture «sans paysan» puisque de telles techniques permettent, en un seul passage, de semer, épandre l'herbicide et l'engrais. 2 personnes suffisent à cultiver 1000 ha. S'il n'est pas question ici de remettre en cause la technique du semis-direct, il serait indispensable que la FAO et les gouvernements fassent le tri entre

un semis-direct raisonné et un labour chimique en faveur des monocultures transgéniques de soja.

Parallèlement, la Convention Cadre des Nations Unies sur le Changement Climatique (CCNUCC) a récemment accepté dans le «mécanisme de développement propre», un procédé qui se base essentiellement sur une bactérie du sol transgénique inoculée au soja et brevetée par Monsanto. Du coup Monsanto vend la plante, la bactérie et l'herbicide. Et ceci sous les applaudissements de l'ONU...

Un coup de maître de Monsanto

Depuis quelques années, le WWF international cautionne un lobby nommé «table ronde pour le soja durable» (roundtable for sustainable soy). Cette plateforme est soutenue par différents organismes dont près de chez nous: la Coop, le WWF Suisse, le Seco, Syngenta, etc. C'est à cette même époque que la Coop a développé les critères de Bâle

pour un soja responsable, en collaboration avec le WWF Suisse et la Fenaco. L'objectif était de mettre sur pied pour le bétail suisse une filière intégrant du soja non transgénique, cultivé sur des terres n'ayant pas nécessité de défrichage.

Dans un document de 2006, le WWF Suisse confirmait le rôle majeur du WWF Suisse et de Coop dans la tenue de la première conférence de «la table ronde pour le soja responsable» au Brésil.

Or, selon nos sources, en 2009, cette table ronde a développé des critères pour faire reconnaître le soja round up ready comme une pratique responsable pouvant ainsi être éligible pour des crédits carbone!

D'où la question: que fait encore Coop dans cette table ronde?

Et la remarque inévitable: comment le WWF Suisse et le WWF international continuent de cautionner ce lobby en quête de légitimité?

Valentina Hemmeler Maïga